

Texte 4

Pour développer les luttes, clarifier les choix du Parti

Claude Austin (Val-de-Marne), Roger Beaunez (Hauts-de-Seine), Michel Betrencourt (Essonne), Pierre Brana (D.P.N., Gironde), Jacques Codo (S.F., Val-d'Oise), Jacques Compère (Gard), Jacques Desmoulins (S.F., Charente-Maritime), Michel de la Fournière (S.F., Loiret), Georges Gontcharoff (B.N.), François Huchard (S.F., Gard), Guy Lapomme (Hauts-de-Seine), Gabriel Léotard (S.F., Savoie), Marcel Marchand (Haute-Marne), Charles Picant (Hauts-de-Seine), Jacques Piétri (B.N.), Pierre Ringuet (Val-de-Marne), René Schulbaum (D.P.N. Haute-Marne) André Sécher (Maine-et-Loire).

Ce texte est le fruit d'un travail collectif qui dépasse en nombre l'échantillonnage des signatures qui le suivent.

Il a pour base la volonté d'obtenir un CONGRÈS DE CLARIFICATION sur des points qui sont actuellement flous ou déviés et dont l'imprécision ou la fausseté constituent une des causes principales du malaise actuellement ressenti dans le parti. Nous craignons par dessus tout un Congrès d'unanimité ou de large union qui laisserait sous silence ou cacherait derrière d'habiles formules de compromis les vrais problèmes qui se posent à nous. Ce serait, en somme, le maintien d'un statu quo (principalement au niveau de la direction nationale) dont chacun ressent durement les méfaits depuis des mois : absence de direction véritable, possibilités de glissements constants de la part de portions agissantes du parti ou de sa direction, image publique douteuse, découragement militant...

Si nous avons réfléchi ensemble, c'est que nous croyons encore le redressement possible au prix d'un immense effort collectif.

Certains textes des A.O.P. marquent déjà à notre avis les choix annonçant que le parti est capable de se ressaisir. Nous indiquerons, chemin faisant, sur lesquels d'entre eux il nous semble que nous devons nous appuyer, car notre texte a aussi l'ambition d'être un fil de lecture parmi les textes des A.O.P. que la présentation statique de « Tribune Socialiste » a rendu si difficiles à discerner.

ETRE DANS LE MOUVEMENT REEL DES MASSES

Avant mai 1968, l'analyse du parti reposait implicitement sur quatre postulats :

1. La classe ouvrière, enfermée dans sa définition traditionnelle, était condamnée par l'évolution technologique à livrer presque exclusivement des combats défensifs et classiques (quantitatifs).

2. Les marginaux, condamnés par le néo-capitalisme, étaient plus ou moins irrécupérables. Paysans, artisans, commerçants, travailleurs industriels de branches incontestablement condamnées s'engageaient dans des colères poujadistes, spasmodiques, étrangères au combat ouvrier.

3. Des « couches nouvelles » (élite ouvrière des branches technologiquement avancées, techniciens, cadres non directement liés aux intérêts du capital) étaient celles qui offraient la base sociologique la plus prometteuse pour le développement d'une « gauche nouvelle » (cf. les analyses de Serge Mallet à l'époque).

4. Les combats anticapitalistes se situaient essentiellement, sinon exclusivement, sur le terrain de la production.

Le tout dans une tonalité assez largement

pessimiste, qui conduisait à minimiser les possibilités de l'action révolutionnaire et à accepter, par résignation, un jeu politique assez classique (à la fois union et « rénovation » de la « gauche »).

Le refus d'intégration à la F.G.D.S., les avancées idéologiques du Congrès de Dijon et (partiellement) des Conseils nationaux qui ont suivi, surtout les enseignements de Mai 68 et de ses prolongements ont fait heureusement avancer le parti au-delà de ces quatre postulats. Nous avons peu à peu constitué de nouvelles bases pour la stratégie du parti, dans une perspective révolutionnaire nettement plus optimiste. Mais il convient que le VII^e Congrès établisse une synthèse de ces nouveaux acquis, évite bien des déviations, prépare ainsi les militants à affronter efficacement la période qui vient.

A. CLASSE OUVRIERE ET SYNDICATS

La classe ouvrière, dans sa définition la plus courante, s'engage de plus en plus dans des conflits de type nouveau. Aux revendications simplement sociales de naguère se superposent des mots d'ordre différents, plus résolument anticapitalistes. Nous disons bien se superposent et non se substituent car un premier raccourci dangereux qui sévit parfois dans le parti consiste à mépriser, sinon à nier, la persistance dans les conflits actuels de revendications relatives au niveau de vie. Or, il faut répéter que ces revendications sont légitimes. Mais, au-delà des revendications habituelles et des formes courantes de lutte, juxtaposés au sein des mêmes conflits, dans les mêmes entreprises, apparaissent de plus en plus souvent et de plus en plus nettement d'autres objectifs (conditions de travail, contrôle, gestion) et d'autres moyens (occupations, séquestrations, autogestion des luttes) Ce n'est plus seulement de niveau de vie qu'il est question dans ces grèves, mais de pouvoir (du patron, des « petits chefs »), de finalité du travail, de la place de la vie professionnelle dans la vie toute entière, de l'organisation du cadre et des méthodes, de l'intensité et de la durée du travail.

Pas de simplifications non scientifiques

Ce mouvement, certes porteur de promesses révolutionnaires, conduit certains camarades à un second raccourci : la simplification, la surestimation ; comme si ces luttes allaient déboucher

automatiquement sur une contestation globale de la société. On en vient alors à minimiser, sinon à nier, que ces conflits éclatent à des rythmes différents (y compris d'un atelier à l'autre dans une même entreprise), qu'ils sont souvent atomisés, parcellisés, guettés par toutes les habituelles tentations corporatistes, que les guérillas locales n'entraînent pas automatiquement des solidarités régionales ou nationales. Par peur de rater une heure « historique », chaque fois qu'un cas aigu naît ou se développe, on diagnostique rapidement et sans aucune rigueur scientifique, un mai plus ou moins rampant, une chance révolutionnaire à saisir. Bref, le terme souvent employé dans le parti de « **montée des luttes** » ne doit pas se transformer en une véritable mythologie, semblable à celle des chrétiens des derniers jours voyant sans cesse et partout les signes de la fin des temps.

De ce point de vue, le ton souvent triomphaliste des articles de « Tribune Socialiste » ou d'autres documents de la Commission nationale Entreprise, glorifiant surtout les succès sur le chemin de la radicalisation, de la globalisation, ou de la politisation des luttes est dangereux, dans la mesure où il laisse croire au caractère généralisé, irréversible et irrésistible de la montée des luttes, dans la mesure surtout où il ne tire pas l'indispensable leçon autocritique des échecs.

Une juste estimation, ni pessimiste, ni exagérément optimiste, de la transformation et de l'ampleur des luttes sociales est un des points majeurs pour l'action du parti dans la période à venir.

Luttes anciennes - Luttes nouvelles

La troisième tentation consiste à montrer les syndicats comme accrochés aux seules revendications traditionnelles, tandis que les nouveaux objectifs seraient pris en charge, de manière sauvage, en dehors et même contre les syndicats. Pour nous, il n'y a pas d'antagonisme entre les deux types de combats, et les acquis sur les terrains les plus classiques peuvent préparer les prises de conscience et les actions sur les terrains les plus novateurs. Mais aussi, mais surtout, la volonté de radicalisation progressive des luttes passe à l'intérieur des centrales syndicales elles-mêmes et cette seule réflexion suffit à fonder notre présence militante en leur sein.

Les acquis du parti dans le domaine des relations parti-syndicats doivent être rappelés à

l'occasion du prochain congrès, afin de mettre fin à une perte d'influence du parti dans ces milieux et à une incertitude croissante.

Réaffirmons donc :

- le rejet de la « courroie de transmission » ;
- le refus de l'intégration du syndicat dans des structures de gestion ;
- la nécessité de l'autonomie syndicale dans la société socialiste.

Infléchir l'action syndicale

Notre action au sein des organisations syndicales doit tendre à infléchir l'action dans plusieurs directions :

Sans renoncer aux luttes dites quantitatives, et aux négociations qui peuvent marquer des armistices tactiques, il faut donner franchement la priorité au développement, à la coordination, à la convergence des luttes qui mettent directement en cause la société capitaliste.

Il faut, par conséquent, tendre à donner au mouvement syndical une stratégie globale.

Si la nécessité de la lutte l'exige et si la combativité des travailleurs le permet, il faut accepter les formes de lutte en marge de la légalité.

Il faut faire progresser la démocratie au sein des organisations syndicales.

Il faut amener les militants politisés du mouvement syndical à former avec nous un regroupement révolutionnaire.

Il faut établir un mode de rapport entre militants politiques et militants syndicalistes, basé sur la coordination des stratégies politiques et syndicales, dans une perspective commune : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

Partis et syndicats

Pour atteindre de tels objectifs, il faut évidemment cesser d'opposer partis et syndicats qui ne sont pas antagonistes, mais complémentaires.

Cette affirmation n'est pas contradictoire avec le fait de reconnaître que les stratégies syndicales traditionnelles sont de plus en plus souvent inadéquates à répondre aux nouveaux besoins de la lutte ouvrière. Cette inadaptation peut même conduire à mener des actions à l'extérieur des

syndicats (encore qu'il faille se garder de la tentation dans laquelle le parti est trop souvent tombé ces derniers temps d'élaborer une théorie générale à partir d'expériences trop partielles ou trop marginales).

Mais dire que les syndicats doivent se dépasser et que nous devons aider à leur dépassement, ne signifie pas qu'il faut les combattre et les détruire.

Les assemblées de travailleurs

Il en est de même en ce qui concerne l'encadrement des luttes.

Les Assemblées de travailleurs sont des formes démocratiques d'expression et de décision des travailleurs, au moment de leur lutte. Elles offrent l'avantage de rassembler syndiqués de toutes centrales et non-syndiqués, au moment où, d'une part, la division syndicale continue d'être durement ressentie, et où, d'autre part, le pourcentage de syndiqués demeure particulièrement faible en France. Elles accentuent la tension dynamique vers l'unité et la rénovation syndicales. Mais elles ne doivent pas être présentées comme une structure permanente se substituant aux syndicats ou constituant contre eux des machines de guerre. Les structures politiques dans l'entreprise n'ont pas à être les noyaux d'organisations nouvelles, jouant une fonction de suppléance par rapport aux carences syndicales. Nous devons redire que les syndicats sont certes menacés de déviations (principalement de déviations bureaucratiques : permanents à vie, autorité abusive de l'appareil syndical et danger d'intégration au système). Mais ils ne sont pas historiquement dépassés. Les « syndicats rouges », les « comités de lutte » permanents sont à rejeter.

B. PRISE DE CONSCIENCE DES COUCHES EN VOIE DE PROLETARIANISATION

Les anciennes classes moyennes continuent de subir l'érosion provoquée par le néo-capitalisme. Petits commerçants, petits exploitants agricoles, certaines professions libérales même se prolétarisent ou sont obligés de s'intégrer au salariat. Les luttes défensives et catégorielles continuent d'être aussi vives dans ces milieux, mais, là aussi, des prises de conscience anti-capitalistes et de nouvelles formes de lutte se font jour (particulièrement en milieu agricole, comme l'a

montré Lambert dans « Les paysans dans la lutte de classe »). Le parti doit porter une attention encore plus grande à ces secteurs. Il doit tenter d'une part de s'intégrer à leurs luttes et, d'autre part, de relier mieux ces combats ambigus à sa stratégie générale.

C. LES SALARIES NON OUVRIERS

La réflexion du parti relative aux « couches nouvelles » avait un aspect positif : elle attirait notre attention sur la diversification continue et croissante de la classe ouvrière, sur la complexité de plus en plus grande des rapports de production à la suite du progrès technologique. Ce raisonnement conduisait, en définitive, à une actualisation de l'analyse marxiste, c'est-à-dire à une fidélité vivante et non à un dogmatisme ressassant des formules, à une vision dynamique et non statique des rapports sociaux. Le parti est toujours tenté par une mythologie ouvriériste, avec parfois des variantes populistes (le mot « peuple », ex. : « les contradictions au sein du peuple » n'est pas plus précis que le mot classe ouvrière).

Contre le verbalisme mystificateur

Par exemple des expressions s'introduisent dans notre vocabulaire : « l'autonomisation de la classe », « l'auto-organisation de la classe » ; elles deviendraient vite pernicieuses si nous ne précisions pas, patiemment, de quelle classe il s'agit. La composition des A.O.P. qu'il s'agisse de la préparation du Conseil national de janvier 1971 ou de celle du Congrès a aussi, parfois, illustré nos ambiguïtés, volontaires ou non, au sujet de la notion d'ouvriers ou de travailleurs.

Il faut donc continuer d'étudier, de manière très précise, les réalités économiques, sociales (psycho-sociologiques aussi) de la classe ouvrière d'aujourd'hui et nous garder de répéter, par facilité, les analyses des grands penseurs du mouvement ouvrier, quels qu'ils soient, qui nous sont plus utiles par leurs méthodes scientifiques que par leurs conclusions, adéquates à leur époque mais pas nécessairement à la nôtre.

Radicaliser et politiser leurs luttes

Mais l'avancée idéologique relative aux « couches nouvelles » comportait aussi un danger : celui de dissocier le combat de ces couches de celui de la classe ouvrière, au sens traditionnel. La dernière période nous a mieux appris que les fonctions

d'étude, de recherche, de formation, d'encadrement se trouvent de plus en plus liées aux tâches de production. Le statut de ces soi-disant « couches nouvelles » est aussi un statut salarial qui tend à s'égaliser avec celui des autres travailleurs. Comme les « ouvriers », les techniciens, les cadres, les travailleurs intellectuels rencontrent les problèmes de la hiérarchisation abusive, de l'érosion de la qualification, des conditions de travail dictées par une productivité exacerbée, de l'insécurité de l'emploi. Pour eux aussi, le parti doit contribuer à une radicalisation et à une politisation des luttes, à un rattachement convergent de celles-ci avec les luttes ouvrières et un projet politique général.

Le parti doit aussi mettre à l'ordre du jour une étude plus approfondie de la place des intellectuels dans le mouvement révolutionnaire.

Ainsi nous collerons mieux au mouvement réel des masses salariales ou de celles qui, ayant un statut libéral, sont en cours de prolétarianisation. Ces masses n'attaquent pas le capitalisme en soi, mais les formes actuelles du capitalisme.

D. L'ATTAQUE DU CAPITALISME SUR LE CADRE DE VIE ET LA CULTURE

La contestation du système capitaliste déborde de plus en plus le cadre du système de production. Parce que le capitalisme mène une offensive globale d'intégration sociale et idéologique (« la nouvelle société »), les travailleurs découvrent progressivement comment le capitalisme continue de les aliéner en dehors de l'entreprise. C'est le sens de la campagne cadre de vie et plus largement de la critique de la vie quotidienne (« changer la vie ») ; c'est le sens de la prise de conscience croissante des mutilations que la société dite « de consommation » fait subir à l'homme d'aujourd'hui ; c'est l'une des causes principales de la révolte de la jeunesse (au niveau de l'existence, c'est-à-dire de l'insertion sociale, comme au niveau du langage) ; c'est le sens, tout nouveau, de la lutte culturelle telle qu'elle a commencé à être assumée par le parti (le secteur enseignement n'étant, de ce point de vue, qu'un des aspects de la lutte culturelle ; l'autre face essentielle étant celle de l'animation permanente, en particulier de l'animation locale) ; c'est aussi le sens de luttes nouvelles qui se mènent autour de langues et de cultures régionales en même temps qu'autour du refus de colonisation par le capitalisme parisien des régions sous-développées.

L'action locale

L'action locale, telle qu'elle était conçue traditionnellement, sans être niée ou méprisée, peut être dépassée, de la même manière que nous avons montré que devait être dépassée l'action syndicale traditionnelle. Dans les quartiers (en particulier dans les grands ensembles nouveaux d'habitations) grâce à l'action des militants révolutionnaires, il est possible à un nombre croissant de militants des mouvements familiaux, des luttes sur le logement, les transports ou l'école publique, des animateurs culturels de faire le lien entre leurs objectifs partiels et l'impossibilité de les atteindre tant que le capitalisme régit la société. Encore faut-il que dans ces domaines les militants du parti soient aussi présents dans les organisations de masse et ne passent pas leur temps à dénoncer les militants qui y sont engagés, à ignorer ou à flétrir de manière sectaire leur lenteur et leurs insuffisances.

Parti et mouvements de masse

Comme au sujet des syndicats, se trouve posée ici, de manière peut-être encore plus aiguë, le problème de la relation du parti avec les mouvements de masse.

Pour élaborer et réaliser la stratégie des luttes sociales en dehors de l'entreprise, le parti a besoin des organisations de masse. Elles ne peuvent dépendre directement de lui, ni en être des « courroies de transmission ». Elles ont une spécificité à respecter.

Ainsi s'agit-il là, pour les militants du P.S.U., non d'un secteur d'activité secondaire, mais au contraire d'un secteur essentiel pour son développement et surtout pour le développement des luttes anticapitalistes. Pour les militants du P.S.U., l'action de masse signifie non une action de petits comités isolés, mais une action au sein des mouvements de masse, c'est-à-dire là où les masses s'organisent et se reconnaissent.

Certes les comités occasionnels peuvent jouer un rôle de prise de conscience populaire et constituer un moyen de pression et d'action efficace, à un moment donné. Ils permettent de mobiliser des éléments inorganisés : cependant leur action est limitée dans le temps et a un caractère parcellaire.

En revanche, les organisations de masse peuvent permettre à leurs adhérents non politisés de déboucher sur l'action politique. Par ailleurs, elles offrent aux militants du P.S.U. la possibilité

de mieux connaître les aspirations des masses et de rechercher avec elles des solutions.

Les dangers à éviter

L'action au sein des organisations de masse est guidée par une démarche pédagogique destinée à amener les travailleurs, à partir des problèmes de la vie quotidienne, à remettre en question la société capitaliste.

Toutefois, deux dangers sont à éviter :

— la tentation d'accepter les limites, au départ réformistes ou technocratiques, des associations de masse;

— la participation des militants du courant révolutionnaire à des structures dans lesquelles ils ne pourraient pas faire connaître et développer leurs positions.

Deux conditions répondent à ces dangers :

— le contrôle permanent des militants délégués dans un organisme par les structures correspondantes du parti ;

— la liaison permanente entre l'action exercée au sein d'organismes extérieurs au parti et la pratique militante interne au parti.

Il est essentiel de noter, enfin, que ce quadruple mouvement que nous venons de cerner n'est pas circonstanciel, mais correspond à des transformations durables (sinon irréversibles) du capitalisme international, avec des variantes propres au capitalisme français. Il ne s'agit donc pas pour nous d'une réflexion tactique, mais d'un véritable appui stratégique.

L'évolution capitaliste et l'actualité du socialisme

L'accélération de la compétition internationale qui contraint le capitalisme français à accélérer sa mutation (« l'industrialisation » du VI^e plan), l'accélération de la course patronale à la productivité, entraînant un durcissement des conditions de travail, la transformation des structures capitalistes par concentrations, glissements régionaux, internationalisation, liquidation de certains secteurs et de certaines régions non rentables, la privatisation progressive de certains secteurs publics, la volonté de tirer profit de terrains nouveaux (par exemple, celui de la production urbaine), la volonté d'intégration sociale et idéologique, sont des mouvements profonds qui ne peuvent que se poursuivre et s'accroître dans les années qui viennent et sur les conséquences

desquels le parti peut donc appuyer valablement sa stratégie.

Ce qu'il faut appeler pour simplifier « l'esprit de mai » maintient de plus le sentiment qu'il est maintenant possible d'attaquer plus radicalement ce système en mutation difficile, qu'il est maintenant possible d'obtenir plus, d'aller beaucoup plus loin ; la substitution de nouvelles structures économiques, sociales, politiques, culturelles au vieux monde fissuré apparaît de moins en moins comme une utopie, tandis que l'actualité du socialisme apparaît de mieux en mieux.

C'est pourquoi, il serait dangereux de s'étendre sur les difficultés graves que rencontre le parti dans sa phase actuelle et que Michel Rocard a heureusement cataloguées dans un rapport percutant, pour opérer un quelconque retour en arrière. C'est d'un saut en avant dont le parti a besoin. C'est en effet une chance historique pour le P.S.U. et pour le mouvement révolutionnaire, une chance qu'il faut saisir à travers un congrès de clarification.

En ce qui concerne le mouvement syndical, nous nous rapprochons le plus du texte de synthèse, page 10 de « Tribune » que notre journal appelle bizarrement « Transformation du mouvement ouvrier ». Le même texte dit d'excellentes choses sur les organisations de masse.

En ce qui concerne l'analyse des luttes, le texte de synthèse de la page 3 de « Tribune » contient de bons passages qui devraient largement être enrichis par la contribution « Rhône-Alpes ».

Sur la coordination et l'unification des luttes le meilleur est, à notre avis, dans le texte issu de l'assemblée Rhône-Alpes (page 7 de « Tribune »).

II

CONSTRUIRE LA FORCE REVOLUTIONNAIRE CAPABLE D'ASSUMER LA PRISE DU POUVOIR

La radicalisation de la prise de conscience ouvrière, l'entraînement dans les luttes anticapitalistes de couches sociales qui n'y étaient pas jusqu'alors préparées, l'ouverture de fronts de lutte en dehors de l'entreprise sont les bases de la constitution d'une nouvelle extrême-gauche

révolutionnaire. C'est à partir de là que l'on peut poser sérieusement le problème de la construction du parti révolutionnaire (et non à partir de négociations d'appareils) et le problème de la prise du pouvoir (et non à partir de considérations théoriques, par exemple sur la lutte armée).

A. LA PRISE DU POUVOIR

La transformation révolutionnaire de la société passe par la substitution à la légalité bourgeoise d'une nouvelle légalité socialiste. Ce passage implique non seulement le contrôle de l'appareil gouvernemental, mais également et surtout la modification des rapports de production. Il ne peut résulter que d'un affrontement avec la classe bourgeoise, c'est-à-dire d'une crise sociale, idéologique et politique. Ainsi se trouve posé le problème du pouvoir.

L'affrontement inévitable avec la classe bourgeoise peut se dérouler sur le terrain électoral, à travers les luttes sociales ou à l'occasion d'un conflit armé. Aucun des trois moyens n'est à rejeter a priori (en ce qui concerne les élections nous ne répétons pas ce que renferme d'excellent le programme d'action). C'est aux forces révolutionnaires qu'il appartient de choisir, à un moment donné le terrain ou les terrains où la lutte leur est la plus favorable.

Place de la lutte armée

Compte tenu des rapports de force actuels, estimer que le conflit armé serait la seule perspective révolutionnaire conduirait le mouvement socialiste vers son suicide et pourrait ouvrir la porte au fascisme. L'envisager dans les conditions présentes relève de l'infantilisme politique.

La crise sociale, idéologique et politique qui doit conduire à l'affrontement décisif avec la bourgeoisie suppose la mobilisation la plus large possible des travailleurs qui doivent avoir acquis la conviction que l'alternative socialiste est devenue nécessaire et possible. Cette mobilisation des masses populaires exclut la pratique putschiste d'un coup d'Etat militaire par une minorité agissante.

Ce choix des moyens de la prise du pouvoir a donc une conséquence immédiate au niveau de la nature du regroupement révolutionnaire à construire : le refus d'un parti de type bolcheviste-léniniste, c'est-à-dire d'un groupement minoritaire

de leaders devant un jour profiter de circonstances favorables pour lancer les masses à l'assaut du pouvoir et confisquer le pouvoir pour lui-même. Nous ne sommes pas les détenteurs de la vérité révolutionnaire. Nous n'utilisons pas la classe ouvrière comme une masse de manœuvre. Au contraire, nous participons avec les travailleurs et dans les mouvements de masse qu'ils se sont donnés, à la montée de la conscience et des luttes pour une prise en mains du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes et pour eux-mêmes.

La généralisation des luttes sociales

La mobilisation des masses passe par le développement de la lutte sociale généralisée.

Notre objectif doit donc porter sur la généralisation de la lutte sociale. La lutte électorale, si elle favorise cette généralisation (par exemple, municipalités, centres de lutte) ou la mobilisation des travailleurs, ne doit pas être rejetée.

La généralisation de la lutte sociale repose sur les impératifs suivants :

— remporter des luttes partielles victorieuses, telles qu'elles sont définies dans le rapport de Michel Rocard ;

— développer ces luttes sur tous les terrains de l'entreprise, du cadre de vie, de la culture, de la ville et des campagnes, nationales et internationales... ;

— préparer ces luttes à travers les organisations de masse que s'est données la classe ouvrière (syndicats, coopératives, associations locales diverses, etc.), organisations qui sont suffisamment stables pour survivre dans les périodes de recul des luttes.

Quant aux formes des luttes pour y aboutir, elles reposent sur l'utilisation maximale des moyens donnés par la légalité existante, sans exclure les autres moyens s'ils ne limitent pas la généralisation des luttes et s'ils ne conduisent pas à l'isolement de ceux qui se battent

La force et l'élargissement du mouvement de masse doivent devenir tels qu'ils entraînent la paralysie de l'appareil répressif.

Ce n'est que grâce à cet élargissement de luttes généralisées que sera préparée la prise du pouvoir et que sera assurée la défense de la légalité socialiste contre les atteintes que voudrait lui porter la classe bourgeoise évincée du pouvoir. Ainsi sera exprimée la plus authentique démocratie.

Ces réflexions correspondant à peu près au texte des A.O.P. Rhône-Alpes-Lorraine, page 15 de « Tribune ».

B. LES FORCES REVOLUTIONNAIRES ORGANISEES OU EN PUISSANCE

Chercher à regrouper ces forces et à faire converger leurs luttes implique quatre tâches pour le P.S.U.

Multiplier les occasions de luttes communes

Il faut proposer aux groupes organisés qui se disent révolutionnaires de participer avec nous aux luttes que les masses ont spontanément la capacité d'entreprendre, ainsi qu'à celles que notre analyse de la situation du capitalisme et des forces politiques nous montre devoir être entreprises.

Bien entendu le terrain des luttes menées n'est pas indifférent à la nature du regroupement révolutionnaire à bâtir. C'est pourquoi nous pensons que le P.S.U. doit faire des propositions d'actions communes sur quatre terrains privilégiés : la lutte anticapitaliste dans les entreprises (dans la ligne du contrôle ouvrier), la lutte anticapitaliste dans les quartiers sur le terrain du cadre de vie, la lutte contre la répression aux multiples formes, enfin la lutte anti-impérialiste qui donne sa dimension internationale à l'objectif de la révolution socialiste.

Ces luttes menées en commun, non seulement amplifient les coups portés au capitalisme (par rapport à ce que chaque groupe pourrait faire seul) mais encore permettent à nos militants de bien voir quelle est la pratique effective des groupes en question. Le comportement dans l'action des éventuels partenaires à un regroupement des révolutionnaires est au moins aussi important que leurs discours, pour clarifier l'attitude politique de futures composantes de ce regroupement.

Intensifier les débats

Il faut entreprendre ou intensifier les débats avec les partenaires au regroupement révolutionnaire sur les sujets les plus aptes à faire toute la clarté sur les orientations des uns et des autres, notamment sur les formes de la lutte menée dans les entreprises (et par voie de conséquence sur

l'attitude à l'égard des organisations syndicales), sur l'action dans les mouvements de masse, sur les rapports avec le P.C. (pour ou contre le « front unique » et si oui, « front unique » sur quoi), sur les problèmes internationaux prioritaires, sur l'organisation (donc sur la démocratie interne) dans le futur regroupement révolutionnaire.

Tous ces sujets sont essentiels.

Les masses ne sauraient en effet mettre leur confiance dans un regroupement qui n'aurait pas dit nettement ce qu'il entend être, ce qu'il veut faire et comment il fonctionnera (en garantissant en son sein la liberté d'expression des points de vue et la démocratie dans les processus de décision).

Actions et débats doivent être menés de pair : les débats ne sauraient constituer un préalable à l'action.

Associer, sans exclusive, tous ceux qui sont concernés

Il faut associer à ces actions communes et à ces débats tous ceux qui s'y sentent concernés : syndicalistes, animateurs divers, opposants communistes, inorganisés. Toute formule qui donnerait l'impression que le P.S.U. privilégie les membres des « groupes révolutionnaires » par rapport aux autres partenaires à un regroupement conduirait à l'impasse. Cela implique, en conséquence, que les formules utilisées pour les débats soient ouvertes, que les actions le soient aussi.

Armer nos propres militants

Le P.S.U. doit mieux armer ses propres militants pour les tâches de cette période. Il faut une information, brève mais sérieuse sur ce que sont les divers « groupes révolutionnaires » (réalité militante et choix politiques). Peu d'entre nous les connaissent de manière précise. Ils sont divers d'une ville à l'autre. Il faut ventiler les exemples d'actions menées sur chacun des quatre terrains cités plus haut ; il faut donner des éléments solides de réflexion pour les débats idéologiques prévus ; il faut faire un bilan périodique dans le parti des actions et des débats poursuivis avec nos partenaires.

Tout cela est précis, tout cela est sérieux. Il tient au congrès de le décider et à la future D.P.N. d'en surveiller l'application. Il faut mettre fin à l'incertitude de la période qui s'achève et qui a permis à tous un chacun dans le parti d'opérer des

glissements incontrôlés.

SUR LE PARTI COMMUNISTE

Les thèses de Dijon, puis les Conseils nationaux, en particulier le dernier, ayant dit d'excellentes choses sur ce sujet, il n'est pas nécessaire de s'étendre là-dessus. Le P.C.F. tend de plus en plus à limiter ses objectifs pour faciliter l'entente avec le parti socialiste et — par Mitterrand interposé — avec des « démocrates sincères » de plus en plus proches du centrisme. Le point de savoir si ce cours est temporaire ou « irréversible » (comme l'a dit le Conseil de Paris) est à nos yeux secondaire. Les historiens trancheront dans 20 ou 30 ans si c'était ou non irréversible. L'important pour nous est que tout le parti soit bien d'accord pour reconnaître que l'évolution actuelle du P.C. est effectivement celle-là et en tire les mêmes conséquences.

Notre attitude à l'égard du P.C.F. doit donc être, comme l'a dit le dernier Conseil national, de rechercher uniquement des accords limités et tactiques de front unique, permettant, tout en renforçant les luttes anticapitalistes :

— de montrer aux masses que le P.C.F. influence, combien ses calomnies contre nous sont fausses et combien, au contraire, sa stratégie à lui de « démocratie avancée » doit être dépassée dans les luttes, pour vaincre le capitalisme ;

— de faire avancer les mots d'ordre de notre programme d'action, par un débat public où nos camarades devront montrer que les faits, c'est-à-dire les luttes de masse, nous donnent raison et permettent d'aller plus loin que ne le veut le P.C.F. ;

— par voie de conséquence, d'accentuer la crise du P.C.F., en faisant éclater l'opposition entre ses directions non révolutionnaires et ceux de ses militants qui ont repris (ou gardé) goût aux luttes de masses à perspectives révolutionnaires.

Faire cela n'implique cependant pas que le P.S.U. se laisse aller, par manque de sang-froid, à l'invective ou à l'injure envers le P.C.F. C'est la discussion politique, non l'agressivité verbale ou littéraire qui fera avancer notre thèse. Rien ne serait plus grave que de laisser croire aux masses, par intempérance de langage que l'ennemi principal n'est plus le capitalisme et son Etat.

SUR LA FRACTION DE L'OPINION ENCORE TENTÉE PAR LA SOCIAL- DEMOCRATE DE « GAUCHE »

Le P.S.U. n'a pas à faire celui. qui se désintéresse de « ces pauvres gens pas encore assez réfléchis pour avoir fait l'option révolutionnaire ». Comme la clientèle du P.C., cette fraction de l'opinion est elle aussi, à gagner, donc à convaincre et à entraîner dans la lutte. Il faut s'adresser à elle en termes d'objectifs concrets, de projets précis sur la société de notre temps. Ces objectifs, ces projets, seront d'autant mieux ressentis et compris que nous aurons fait l'impossible pour nous mêler au coude-à-coude à ceux qui appartiennent à cette fraction de l'opinion. Certaines actions réussies du Secours Rouge ont montré l'aspect très positif de cette démarche.

Cette partie de l'opinion, très hétéroclite, comprend des gens beaucoup plus proches de nous et d'autres moins. Il faut se garder de juger selon les étiquettes nationales pour une acceptation globale ou pour un rejet généralisé. Il faut juger, localement, au coup par coup (la même étiquette recouvrant, comme pour les groupes révolutionnaires, des réalités différentes). Ce n'est donc pas à coup de proclamations nationales — pour ou contre — qu'on fera avancer les choses, mais par une approche locale réaliste et ouverte de ce genre de gens ou de groupes qui comprennent bon nombre de syndicalistes (hésitants sur la politique) ou de militants sociaux et familiaux (politisés, mais craintifs devant l'engagement en général et l'engagement révolutionnaire en particulier). C'est aussi la tâche du P.S.U. que de ne pas rompre le dialogue avec eux pour les faire basculer vers nos options.

C'est seulement à cette condition d'ailleurs qu'à l'heure où recommenceront à chanter les sirènes de l'« unité de la gauche » (P.C.F., parti socialiste « nouveau »), ils pourront comprendre notre refus d'y céder et éviter les séductions de la nouvelle F.G.D.S. dans laquelle certains sont naguère tombés (ou ont failli tomber).

En ce qui concerne les rapports avec le P.C., le meilleur texte des A.O.P. est pour nous celui de Rhône-Alpes, page 10 de « Tribune ».

Le texte de la page 18 concernant le parti révolutionnaire se situe sur une orientation partiellement acceptable, mais il est beaucoup trop imprécis et peu opérationnel. Nous pensons que des éléments de notre texte pourraient l'enrichir.

III

AMELIORER L'OUTIL QU'EST LE PARTI

A. AU NIVEAU DES PRATIQUES ET DES MŒURS

Nous ne voulons pas reprendre, par le détail, les causes qui provoquent l'inquiétude quasi générale des adhérents, le départ discret des militants de valeur (et pas seulement des sociaux-démocrates impénitents), l'interrogation de ceux qui attendent le prochain Congrès comme celui d'une clarification décisive en ce qui concerne leur maintien ou leur entrée dans le parti. Michel Rocard a écrit d'excellentes choses dans son rapport et nous ne croyons pas nécessaire de les répéter ici. Nous souhaitons seulement que le Congrès insiste particulièrement sur trois points.

En finir avec la verbocratie

Il est urgent d'en finir avec certaines habitudes verbales. De manière générale, il est clair que le vocabulaire que nous utilisons, les formules toutes faites dont nous abusons sont parfaitement hermétiques aux travailleurs et qu'à cet égard le problème de l'expression publique, en termes simples et compréhensibles, doit être résolu et constitue une problème politique.

Indépendamment de ce patois interne que nous pratiquons tous, certains camarades en rajoutent même, grâce aux acquis intellectuels de leur culture bourgeoise et exercent ainsi un véritable terrorisme verbal vis-à-vis de ceux qui n'ont pas les mêmes bases culturelles. Le recours à certaines formules (exemple « démocratie prolétarienne de masse », « l'autonomisation de la classe »...) prend un caractère incantatoire et magique et remplace toute volonté d'analyse, toute volonté d'explication politique auprès des masses populaires. La constitution du regroupement révolutionnaire passe par l'abandon du prophétisme et du verbalisme et par la mise en concordance de la parole et de l'action. Elle exclut le sectarisme car les relations humaines à l'intérieur du parti doivent préfigurer les relations humaines à l'intérieur de la société socialiste que nous voulons construire.

Oser regarder en face le problème étudiant

Ce problème a pris encore plus d'ampleur avec la transposition dans un certain nombre de sections géographiques (et de fédérations tout entières) de la pire verbocratie et des pires mœurs étudiantes. Tout se passe comme si libérés de l'U.N.E.F. certains étudiants trouvaient dans les sections géographiques une nouvelle structure à détruire en faisant le vide autour d'eux.

De ce point de vue, le parti doit avoir enfin le courage de regarder en face ce qui s'est passé dans ce milieu et de constituer une autocritique courageuse.

La baisse d'influence, a fortiori la disparition totale dans un mouvement de masse est un événement suffisamment grave pour déterminer notre parti à effectuer une analyse sérieuse de son action, éventuellement de ses erreurs. C'est à cette seule condition que l'échec peut devenir profitable aux combats futurs.

Dans le cas de l'U.N.E.F., il aurait été sans doute souhaitable de lancer un débat dans le parti tout entier quand il en était temps encore. L'ensemble des adhérents ne se sont pas sentis concernés. La Direction n'a rien fait pour une véritable prise en charge collective de la crise. On peut même se demander si ce n'est pas sous la direction du parti, ou d'anciens membres de sa direction que ce mouvement s'est pratiquement décomposé en quelques mois.

Mais il vaut mieux regarder le présent que de se lamenter sur le passé. Nos camarades étudiants sont aujourd'hui sans organisation et sans perspectives d'action. Il faut le leur en donner.

Résoudre nos problèmes de presse

« Tribune Socialiste » est l'organe d'expression extérieur du parti. Il doit être conçu en fonction de la couche de lecteurs que nous avons politiquement choisi de toucher en priorité, c'est-à-dire des travailleurs peu politisés. En conséquence doivent être évacués : les informations d'ordre intérieur, l'exposé des positions minoritaires dans le parti, les polémiques internes. Le journal doit donner non seulement des informations nombreuses sur les luttes, en particulier sur les luttes sociales, mais encore des éléments d'analyse globale permettant de mieux comprendre ces événements.

Pour combler la lacune ainsi créée, un organe

intérieur au parti, diffusé à tous les adhérents, de parution régulière, doit être assuré.

De même, le maintien d'une revue théorique est indispensable.

Tous les organes d'expression extérieure doivent être soumis au contrôle politique des instances statutaires.

Ainsi, nous mettrons fin à la confiscation des organes d'expression par une fraction du parti (impression que donne souvent « Tribune Socialiste ») et aux publications marginales qui sèment la confusion parmi les militants et dans l'opinion (la motion sur l'« Outil », très largement majoritaire dans l'Assemblée de synthèse des A.O.P. illustre ce propos).

B. RAJEUNIR LES STRUCTURES DU PARTI

Deux dangers à éviter

L'expérience du parti nous a montré que deux dangers sont à éviter sur ce sujet :

— Croire que, parce qu'on change quelques mécanismes de nos structures, les faiblesses idéologiques du parti et ses problèmes politiques trouvent automatiquement une solution c'est au contraire une « magouille » bien connue d'un certain nombre de mystificateurs que de passer à la trappe les clarifications politiques qui les gênent pour tenter de faire croire qu'avec un rafistolage des statuts tout s'arrange.

— Le danger inverse est aussi grave : croire qu'une bonne ligne politique tient lieu de tout et se moquer des problèmes structurels et organisationnels. De bonnes structures, une bonne organisation garantit la traduction correcte et rapide des choix politiques, garantit la démocratie effective dans le parti (alors que l'histoire du mouvement ouvrier fourmille de déviations bureaucratiques ou de tentatives putschistes de ceux qui dirigent des « appareils dans l'appareil ».)

En fait, de bonnes structures ne servent à rien sans ligne politique juste ; mais celle-ci perd une grande partie de son efficacité dans l'action si elle n'est pas liée, grâce à des structures appropriées, à la vie et à l'expérience des masses. C'est dans cet esprit que nous abordons le problème de la nécessaire rénovation des structures du P.S.U.

Composition et élection de la D.P.N.

Pour illustrer le changement de base sociale du parti (qu'il convient de connaître d'ailleurs de manière plus scientifique) et chercher à accentuer cette évolution, nous estimons souhaitable que la moitié de la D.P.N. soit constituée de militants issus des classes populaires ouvriers, employés, techniciens, paysans. Mais leur élection à la D.P.N. doit se faire sur des critères politiques (car les ouvriers pas plus que les paysans ne sont politiquement homogènes) ; chaque liste de courant représenté statutairement à la D.P.N. doit donc comporter moitié de camarades issus des classes populaires.

Direction et contrôle politique des secteurs

Deux ans durant, le secteur étudiant a échappé au contrôle du parti ; chacun peut voir les résultats de son autonomie politique. Le P.S.U. a été discrédité en milieu étudiant (autant par les erreurs politiques que par les « magouilles » des responsables étudiants) et la base de lutte de masse qu'était l'U.N.E.F. a été pratiquement liquidée. Le secteur entreprise a donné lieu, de son côté, à des « dérapages » volontaires de certains de ses animateurs par rapport à la ligne du parti. Nous croyons donc nécessaire que le prochain Congrès réaffirme et cette fois mette en pratique que la direction politique des secteurs est nommée par la D.P.N. et contrôlée périodiquement par elle ; et que, pareillement à l'échelon des Fédérations ou des Régions, les secteurs dépendent de l'autorité politique des instances élues par l'ensemble des camarades du parti. Il ne doit pas y avoir de bastilles indépendantes dans le parti, mais des secteurs de lutte spécialisés, dont l'action est coordonnée avec celle de tout le parti, sur la ligne politique définie par celui-ci.

Bureau national et secrétariat

La querelle sur l'homogénéité politique du B.N. qui sévit depuis quelques mois n'est pas toujours comprise par le parti. C'est qu'en effet, le problème est très différent selon qu'il s'agit d'un B.N. de 20 ou 25 membres se réunissant toutes les trois semaines seulement (sorte de parlement restreint) ou d'un B.N. d'une dizaine de membres se réunissant toutes les semaines, sinon plus (simple organe d'exécution). Ce qu'il nous paraît essentiel d'affirmer, c'est que les organismes de contrôle du parti (D.P.N. et, si le parti le souhaite B.N. très élargi, et à réunions espacées) doivent refléter

tous les courants du parti, alors que les organes d'exécution de la politique choisie par le Congrès (secrétariat et B.N. restreint à réunions fréquentes, si c'est la formule retenue) doivent être homogène pour pouvoir être efficaces. Pour notre part, nous pensons souhaitable que le B.N. soit un peu élargi (pour comprendre des membres de province) et qu'il se réunisse au moins tous les quinze jours, un secrétariat collectif assurant entre temps le travail exécutif quotidien. Dans ces conditions le B.N. serait homogène ; à condition, bien entendu que la D.P.N. où sont représentés tous les courants du parti oriente et contrôle son activité tous les deux mois, dans la ligne définie par le Congrès.

Détail, mais qui n'est pas à négliger : une certaine prééminence nous paraît devoir être maintenue au sein du secrétariat en faveur de celui de ses membres qui assure la coordination du travail de l'équipe et qui donne, à l'extérieur l'image principale du parti.

Il nous faut ici marier deux choix politiques essentiels du parti : la volonté de rapprocher le pouvoir des intéressés, de façon à ce que ceux-ci prennent directement en main leurs affaires ; mais la volonté aussi d'adapter les structures de décision à la dimension nouvelle des problèmes. Le premier choix consiste à maintenir aux fédérations départementales leur autorité politique actuelles ; elles sont plus proches des militants que les instances régionales.

Régions et fédérations

En revanche, il nous paraît possible, en cohérence avec notre programme général s'appliquant aux institutions du pays, de décentraliser le pouvoir de la direction nationale. La régionalisation du parti ne doit pas se bâtir sur la dépossession des fédérations départementales, mais sur un certain « dépérissement » de la direction nationale. L'étude et les choix relatifs aux grands problèmes des économies régionales, la conception et l'exécution de programmes de formation, l'adaptation de la propagande, l'animation des fédérations trop petites peuvent être remis à des échelons régionaux (sans que cette liste soit limitative). Bien entendu, il s'agit enfin que nos structures s'adaptent à la vie du parti : cette régionalisation ne peut pas être imposée, uniforme, automatique. Elle doit se faire (et elle existe déjà en partie ici ou là), en fonction des besoins exprimés par les fédérations des diverses régions.

Problème des votes en section

Certains ont proposé que les camarades puissent avoir deux droits de vote pour les élections dans le parti : l'un au titre de leur section, l'autre au titre du secteur au sein duquel ils travaillent. Il ne saurait être question de créer ainsi dans le parti une caste de privilégiés et une caste de paras. Ce que nous avons prévu, plus haut, pour la D.P.N. résout la difficulté.

Mais il est bon de réaffirmer à ce Congrès qu'à côté de la section d'entreprise, la section locale doit être le lieu de rencontre de camarades engagés dans les secteurs de lutte différents : action dans les entreprises action locale portant sur le cadre de vie action culturelle. Cette rencontre est essentielle, car elle permet la confrontation des expériences et le dialogue, sources d'enrichissement politique, donc d'amélioration des luttes à mener. Autant la rencontre entre camarades engagés dans un même secteur de

lutte est indispensable pour coordonner les actions entreprises et approfondir les choix à leur sujet, autant la rencontre entre camarades d'engagements différents est essentielle, au débat politique dans le parti.

Nos propositions se trouvent « à cheval » entre deux textes issus des A.O.P. et qui nous semblent tous deux insuffisants. Nous nous rapprochons plutôt du premier texte (page 19 de « Tribune ») en ce qui concerne les sections, les fédérations et les secteurs ; et plutôt du second (en ce qui concerne la direction, les publications et (partiellement) la régionalisation du parti).

La tribune libre de Robert Chapuis parue dans le dernier numéro de « T.S. » comporte aussi de nombreux points de vue qui nous semblent convergents avec les nôtres.